

6



point de vue

JUILLET 2015

Le prix du développement
et le coût de l'inaction



Investir dans les populations rurales

Le prix du développement et le coût de l'inaction

Pas un jour ne se passe sans que l'on nous informe d'affrontements et de troubles quelque part dans le monde. Uniquement durant le mois d'avril 2015, plus de mille migrants en provenance du Moyen-Orient ou d'Afrique ont péri en mer en tentant de fuir vers l'Europe. L'instabilité politique est liée à l'extrême pauvreté et à un cycle fait de conflits, de malaise et de désespoir.

Et cependant, sur les 20 économies dont la croissance est la plus rapide au monde, 11 se trouvent en Afrique. Ce continent possède non seulement des ressources considérables mais également près de la moitié des terres qui, à l'échelle mondiale, ne sont pas cultivées mais sont adaptées aux cultures vivrières. C'est là aussi que l'on trouve ce que l'on appelle le "dividende démographique" d'une population active en pleine expansion. Alors, pourquoi sont-ils si nombreux à risquer leur vie pour fuir une terre qui ouvre tant de perspectives?

Peut-être la réponse à cette question se trouve-t-elle dans les trois "i" – inaction, inégalité et insécurité –, fléaux interdépendants du monde en développement. Le monde rural est particulièrement touché et ce n'est pas un hasard si c'est également là que vivent les trois quarts des personnes qui, dans le monde, souffrent le plus de la pauvreté et de la faim.

Les ruraux pauvres, qui vivent principalement de l'agriculture, n'ont pas accès aux marchés, aux financements, à la technologie, aux services et aux infrastructures qui pourraient leur permettre de prospérer. Ils vivent dans un monde oublié et délaissé.

Le problème ne se limite pas à l'Afrique, où près d'un tiers de la population rurale vit à plus de cinq heures d'une ville commerçante de 5 000 habitants. Au Népal, la densité du réseau routier était en 2008 de 14 kilomètres pour 100 kilomètres carrés – contre 72 kilomètres

en Asie du Sud – et il faut en moyenne plus de 11 heures aux familles d’agriculteurs pour atteindre une route goudronnée. Au Nicaragua, les petites exploitations sont situées en moyenne à 48 kilomètres d’une route, et moins de 12% des routes du pays sont goudronnées. Par comparaison, en France, la densité du réseau routier est de 187 kilomètres pour 100 kilomètres carrés, et de 172 kilomètres au Royaume-Uni.

Comment peut-on demander aux populations de rester dans les zones rurales et de produire les aliments dont le monde a besoin si l’on n’investit pas dans les ingrédients essentiels pour qu’ils puissent prospérer? Aujourd’hui, l’écart entre riches et pauvres est dans une large mesure calqué sur la distinction entre zones rurales et zones urbaines. Cet écart peut être mesuré non seulement à l’aune des ressources financières, mais également des routes et écoles non construites, des services non offerts, des politiques non promulguées et des personnes délaissées.

La trajectoire de la flambée d’Ebola illustre le coût de l’inaction. Une maladie qui, durant des décennies, a reçu bien peu d’attention lorsqu’elle ne frappait que les Africains des zones rurales, et qui a tué plus de 11 000 personnes en 16 mois, presque exclusivement en Guinée, au Libéria et en Sierra Leone. De petits investissements dans le dépistage précoce de la maladie, l’équipement médical et l’éducation communautaire auraient permis de limiter la propagation de la maladie. Pour les pays touchés, le virus Ebola coûte des milliards en interventions d’urgence et en pertes de revenus. Quant au coût social de la maladie, il est incalculable.

L’objectif de développement n’est pas de créer de la richesse en tant que telle, ou au profit de quelques-uns, mais plutôt de bâtir des sociétés

mieux à même de favoriser la cohésion. Pour ouvrir aux populations la voie de la prospérité – ou de la survie après une catastrophe –, il faut planifier et investir, tant dans la sphère publique que privée.

Dans de nombreux pays, cette tâche a été négligée, surtout lorsque les gains faciles provenant du pétrole et de l'exploitation minière laissaient augurer aux pays qu'ils pouvaient prospérer sans devoir s'atteler au dur labeur que constituent la mise en place et l'entretien des structures sociales, garanties indispensables pour la stabilité, le commerce et l'État de droit. Ce sont le milieu rural et le secteur de l'agriculture qui ont été le plus durement touchés par ces négligences. Tandis que des millions de dollars s'accumulaient dans les comptes bancaires privés, des millions de ruraux voyaient disparaître leurs chances de prospérer.

Aujourd'hui encore, alors que d'importants progrès ont été accomplis en faveur de la réduction de la pauvreté, 60% environ de la classe moyenne africaine (près de 200 millions de personnes) se situent à la limite de la pauvreté. On les appelle la classe "flottante", dont le revenu va de 2 USD à 4 USD par jour. Durant la dernière décennie, le taux de croissance de la classe moyenne supérieure, c'est-à-dire ceux dont le revenu varie entre 10 USD et 20 USD par jour, était inférieur à 2%.

Lorsque l'on parle de "marginalisation", il ne faut pas oublier que l'on fait référence à la multitude de personnes exclues des bénéfices dérivant de la croissance économique, et que l'inaction, l'inégalité et l'insécurité constituent un cercle vicieux. Ce n'est pas avec de l'argent que l'on règlera ce problème. Nous devons penser non seulement en termes d'investissements, mais également de type et de qualité de ces mêmes investissements et d'équité des résultats.

Mettre les coûts en perspective

Nous devons garder clairement à l'esprit l'importance des défis auxquels nous sommes confrontés. Le Comité intergouvernemental d'experts sur le financement du développement durable estime que, pour pouvoir éradiquer la faim d'ici à 2025, il faudrait quelque 50 milliards d'USD par an. Le Groupe de travail sur le financement du développement durable de l'équipe spéciale du Système des Nations Unies prévoit qu'il faudra investir entre 50 et 300 milliards d'USD supplémentaires en faveur du développement durable de la terre et de l'agriculture.

Il s'agit là de chiffres alarmants, en particulier à une époque où tous – des directeurs généraux de sociétés aux présidents de pays – s'efforcent de réduire les coûts et non de les accroître. Mais tentons de mettre ces chiffres en perspective. En 2014, le commerce mondial en matière de défense a augmenté pour la sixième année consécutive, atteignant environ 64,4 milliards d'USD. Chaque année, les flux financiers illicites provenant d'Afrique représentent 50 milliards d'USD. On estime que, à l'échelle mondiale, le commerce illégal de bois s'élève à 100 milliards d'USD par an. Il s'agit là de sommes considérables, qui témoignent des dommages provoqués par la faible gouvernance, les priorités mal placées et la cupidité.

Ainsi, bien qu'il soit important de se demander où trouver les ressources nécessaires pour le développement, nous devons également réfléchir un peu à la question de savoir ce que nous sommes en train de faire avec les ressources dont nous disposons déjà. Dans quel genre d'avenir sommes-nous en train d'investir?

Le rapport sur l'état de l'insécurité alimentaire dans le monde en 2015, récemment publié, constate que, dans de nombreux pays qui ne sont pas parvenus à atteindre les objectifs fixés en termes de lutte contre

la faim, les catastrophes – naturelles ou provoquées par l’homme – et l’instabilité politique ont débouché sur des crises prolongées qui ont accru la vulnérabilité et l’insécurité alimentaire d’une grande partie de la population. La Banque mondiale estime que plus de 2 milliards de personnes dans le monde en développement sont confrontées, d’une façon ou d’une autre, à la violence extrême, et que la proportion de pauvres vivant dans des États fragiles ou touchés par un conflit doublera, au moins, d’ici à 2030.

Il va de soi que nous ne pouvons pas nous permettre l’inaction.

Une chose est certaine: la pauvreté n’a aucun côté positif. Elle est à l’origine de nombreux fléaux sociaux. Elle n’ennoblit pas: elle écrase. Ce n’est pas un état naturel, mais un échec social politique.

Le programme pour l’après-2015

Tout cela est reconnu par le programme pour l’après-2015, qui vise à éliminer la pauvreté et a, à ce jour, accordé la priorité, à juste titre, aux zones rurales où vivent la majorité des pauvres, et à l’agriculture, principale activité des populations rurales pauvres. Ce programme met l’accent sur la nécessité d’affronter les inégalités.

Alors que nous nous apprêtons à donner corps au programme pour l’après-2015, il est impératif de ne pas confondre activité et action. Une fois le programme confirmé et les modèles financiers en place, nous devons nous mettre tous d’accord sur le fait qu’il ne s’agit pas simplement d’une nouvelle initiative mais d’une action collective nécessaire pour éradiquer la faim et la pauvreté qui, aujourd’hui, brisent tant de vies.

Les personnes au cœur du développement

Financements d'un côté, objectifs de l'autre, et, entre eux, des milliards de personnes, véritable moteur du développement. C'est pour cette raison que le FIDA investit dans les personnes et les fait participer en qualité de partenaires à la conception et à la mise en œuvre de ses projets.

Nous pouvons aussi apprendre des personnes que nous essayons d'aider. L'agriculture n'est pas une activité aux gains faciles. Les végétaux et les animaux sont des organismes vivants qui, à l'instar des familles et des communautés, ont besoin de soins. Planter une graine est un acte de foi et d'espoir dans l'avenir. L'agriculteur qui calcule quand planter, quoi et combien, pour subvenir à ses propres besoins et à ceux de sa famille, est quelqu'un qui anticipe, quelqu'un dont d'autres dépendent.

Il nous faudra toujours plus anticiper ainsi, alors que nous nous efforcerons de bâtir un monde meilleur et plus durable, libéré de la faim et de la pauvreté. Pour ce faire, nous aurons besoin non seulement d'investir à grande échelle mais également de planifier et de stimuler ces mêmes investissements, avec soin et patience.

par **Kanayo F. Nwanze**

Président du Fonds international de développement agricole



Fonds international de développement agricole

Via Paolo di Dono, 44 - 00142 Rome, Italie

Téléphone: +39 06 54591 - Télécopie: +39 06 5043463

Courriel: ifad@ifad.org

www.ifad.org

www.ruralpovertyportal.org

 ifad-un.blogspot.com

 www.facebook.com/ifad

 instagram.com/ifadnews

 www.twitter.com/ifadnews

 www.youtube.com/user/ifadTV

Contact

Sabel Ndure

Assistante de direction du Président

Téléphone: +39 06 5459 2200

Courriel: s.ndure@ifad.org

ISEN-978-92-9072-590-9



9 789290 725909

Juillet 2015